LES NATURES DU PRODUCTIVISME
UNE HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE DE LA FRANCE DE 1940 A NOS JOURS[1]

par Renaud **BÉCOT**, Christophe **BONNEUIL**, Gabrielle **BOULEAU**[2]

présenté par Claire **TUTENUIT**[3]

L'ouvrage est le troisième d'une trilogie qui se veut une histoire environnementale de la France depuis les Lumières ; après deux premiers tomes consacrés au XVIII-XIXème siècle (1780-1870, passage à la civilisation du charbon) puis à la Révolution industrielle du XIX-XXème (machines, voitures et pétrole), cet ouvrage est dédié à la période allant de 1930-40 (période de récession et repli sur l'économie nationale) à nos jours.

« Histoire environnementale de la France » veut dire à la fois évolution de l'état de la nature en France, pressions de la société et du développement sur l'environnement, réflexions et débats sur ces faits et histoire politique de l'environnement : qui a conscience de quoi, qui agit dans quel sens, que font les pouvoirs publics ?

La période concernée commence avec la guerre, à l'origine de bien des changements techniques, géopolitiques et économiques, et couvre les Trente Glorieuses avec l'explosion de la consommation de matières premières par l'économie française : de 200 à 1200 millions de tonnes entre l'avant-guerre et 1980, reposant de plus en plus sur l'importation, en particulier de pétrole. Le développement de la société de consommation, l'explosion du parc automobile et l'expansion de l'urbanisation sont les principaux moteurs de cette croissance matérielle. Après 1980, les intensités « matières » ou « émissions de gaz à effet de serre » du pays se réduisent lentement surtout par l'externalisation de l'empreinte de l'économie française par la délocalisation de nombre d'industries : l'empreinte carbone de la France reste supérieure en 2022 à ce qu'étaient les émissions de 1980. Les autres pressions, urbanisation, pollutions industrielles et agricoles des milieux, surexploitation de ressources, ne sont pas en reste.

L'ouvrage, très documenté tant en statistiques qu'en citations et débats, montre à quel point la guerre puis la décolonisation ont fait émerger une hantise du déclin français, et un impératif de développement technologique pour compenser la perte de puissance et de richesse qu'a représentée la perte de l'empire colonial. Cet impératif est toujours présent, au niveau français

[1] Éditions La Découverte, 368p.

[2] Membre de l'Académie d'agriculture de France.

[3] Membre de l'Académie d'agriculture de France.

Copyright Académie d'agriculture de France, 2026.

et européen, avec l'émergence de nouvelles puissances industrielles et de nouvelles dépendances et apparaît comme un frein constant à la protection de l'environnement.

L'ouvrage met en parallèle l'histoire des idées et des politiques environnementales, d'une part, et celle des politiques et institutions de protection de l'environnement, d'autre part. Il analyse ainsi la montée des alertes et contestations des Trente Glorieuses contre le nucléaire, les barrages, le remembrement agricole ou les impacts des activités sur la santé. A partir de 1970, ces contestations sont prises en compte par les gouvernements successifs et conduisent à un certain nombre de lois et institutions sur la maîtrise de l'énergie, l'eau, les installations classées en particulier.

Les années 1980 marquent à la fois l'arrêt de la croissance rapide des économies occidentales et une prise de conscience scientifique puis politique des limites de cette croissance du fait des impacts de ce développement sur la nature et les conditions de vie, au niveau global autant que local.

Malgré cette conscience accrue, les résistances des acteurs économiques à changer le paradigme du développement ralentissent l'émergence de ces cadres. La mondialisation qui s'accélère dans cette seconde période limite aussi la portée de règles nationales qui sont contournées par la délocalisation ; elle limite en particulier largement l'alignement des intérêts économiques et environnementaux.

Les années 1990 et 2000 voient la montée du souci de l'environnement au niveau mondial et des tentatives de gouvernance globale qui achoppent mais conduisent l'Europe à plus d'ambition environnementale notamment en matière de climat – au point que ce thème semble effacer ceux de la santé et de la biodiversité. L'écologie prend plus de place dans les débats électoraux et les votes, certains territoires ou entreprises trouvent une nouvelle dynamique économique dans sa prise en compte, le Grenelle de l'environnement renforce l'administration de la protection.

L'ouvrage s'achève par l'analyse du reflux récent de cette dynamique, depuis les fameux « l'environnement, ça commence à bien faire » et « fin du mois, fin du monde » jusqu'à l'affaiblissement des directives européennes encadrant les activités économiques et jusqu'aux attaques de plus en plus violentes contre les acteurs, scientifiques ou issus de la société, qui alertent sur les risques et promeuvent la protection de l'environnement.

Les auteurs concluent sur le fait que les enjeux écologiques et climatiques sont aujourd'hui mieux intégrés par l'ensemble des acteurs, et de fait, présents dans tous les débats socio-économiques. Symétriquement, ils affirment qu'aucun récit de la trajectoire environnementale de la France ne peut laisser de côté les questions de propriété et d'appropriation ou encore les inégalités économiques. A ce titre, ils estiment qu'une bifurcation soutenable de nos sociétés ne pourra se faire qu'à travers des coalitions d'acteurs en capacité de « détricoter ces milliers de boucles sociomatérielles » issues de l'histoire et aujourd'hui cristallisées dans les infrastructures, intérêts et mécanismes sociaux.

C'est un ouvrage très documenté et passionnant, qui soulève aussi implicitement la question du rôle de la communauté scientifique dans cette période, plus ambigu peut-être qu'il n'est présenté : bien sûr, nombre de scientifiques ont alerté sur les impacts et risques associés au développement

Copyright Académie d'agriculture de France, 2026.

et sur l'importance d'une telle bifurcation soutenable de nos sociétés. Mais d'autres sont aussi à l'origine de deux des résistances constatées : certains de ses membres travaillent à la « fabrique du doute » qui ralentit la prise en compte de ces alertes ; d'autres bien plus nombreux poursuivent la trajectoire du progrès technique comme principal moteur du développement et du progrès social, incluant le technosolutionnisme. Alors que la confiance dans la science est l'un des fondements de nos démocraties depuis les Lumières au moins, cette ambiguïté aurait peut-être mérité d'être explorée de façon plus précise.

Copyright Académie d'agriculture de France, 2026.